

SMICO

Partenaire en Microfinance



RAPPORT
ANNUEL

2025

SOMMAIRE

08



MOT DU PCA
SMICO EN 2025
ORIENTATIONS
STRATEGIQUE ET
PRIORITES
12
FAITS MARQUANTS
ET CONTEXTE
D'INTERVENTION
14

24



SMICO FACE
A LA CRISE
SECURITAIRE

35



DIGITAL COMME
LEVIER DE
CONTUITE ET
D'INCLUSION
FINANCEIERE
GOVERNANCE
TRANSPARENTE
ET LEADERSHIP
RESPONSABLE
40

48



PERSPECTIVES
ET STRATEGIES
FUTURES

51



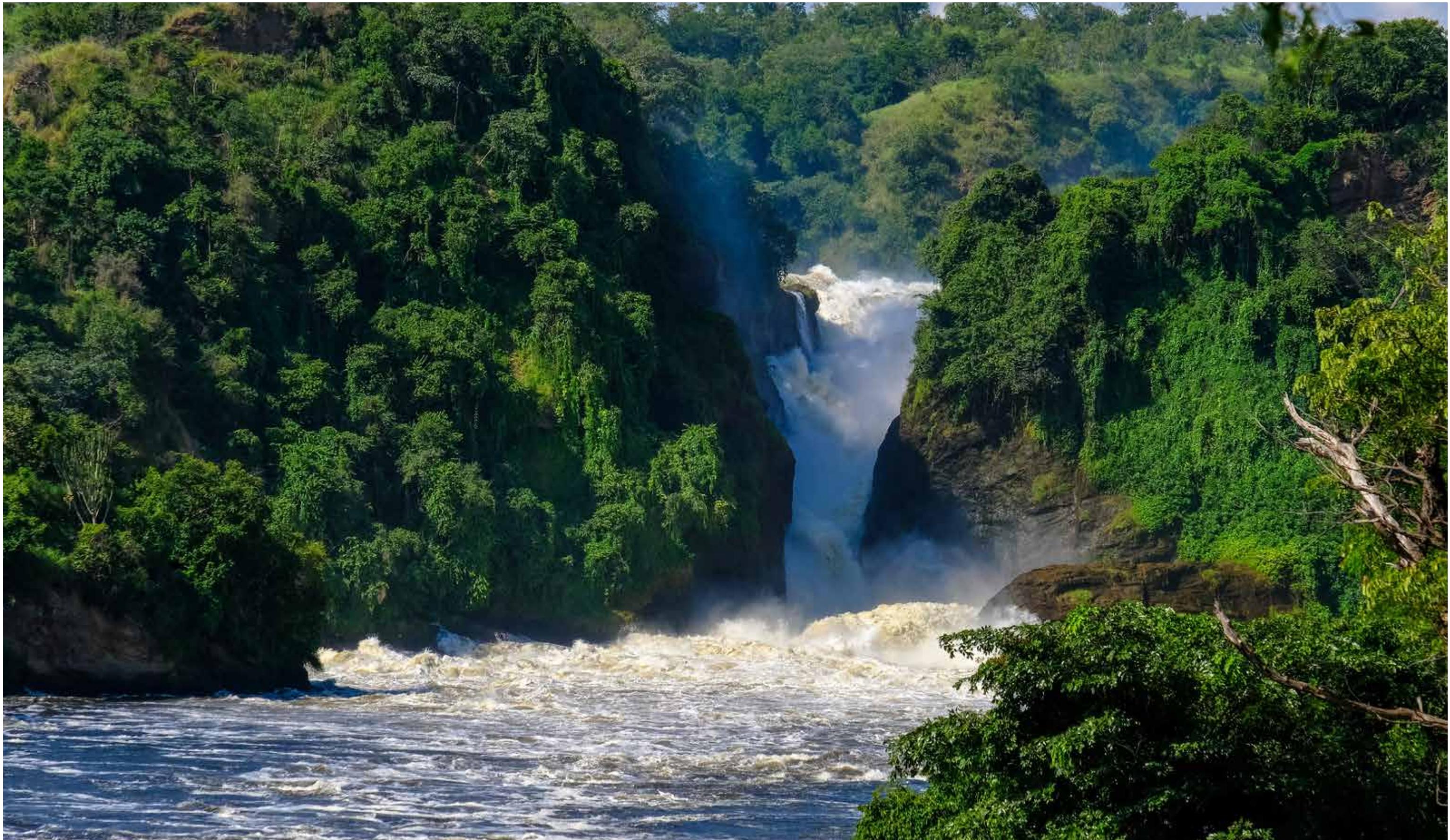
CLARTE ET
TRANSPARENCE
RAPPORT
FINANCIER PILIER
III

56



LETTRE AUX
COMMISSAIRES
AUX COMPTES







Mot du PCA

L'année 2025 a été marquée par un environnement particulièrement exigeant pour la SMICO, notamment en raison de la dégradation de la situation sécuritaire dans certaines zones du pays.

Ce contexte a conduit à la fermeture temporaire de trois de nos agences et a eu des répercussions significatives sur nos activités, notamment en termes de continuité opérationnelle, de qualité du portefeuille et de situation de certains clients.

Nous avons malheureusement été confrontés à des situations humaines difficiles, avec des clients affectés dans leur activité, et pour certains, des événements tragiques. Par ailleurs, cette conjoncture a entraîné une augmentation des impayés, reflet des contraintes économiques et sociales subies par notre clientèle.

Face à ces défis, SMICO a démontré sa résilience en maintenant la continuité de ses services, notamment grâce au renforcement de ses solutions digitales et à l'adaptation de son dispositif opérationnel.

Ces événements rappellent que, dans un environnement incertain, la performance repose avant tout sur la qualité du management, la discipline d'exécution et la capacité à anticiper et maîtriser les risques.

Dans cette perspective, le Conseil d'Administration a défini une orientation stratégique claire, centrée sur la consolidation de la rentabilité, le renforcement de la maîtrise des risques et la discipline opérationnelle. Cette vision repose sur un principe fondamental : les ambitions ne valent que par les résultats concrets qu'elles produisent.

Malgré les défis rencontrés, je demeure confiant dans la capacité de SMICO à poursuivre son développement, à renforcer son impact auprès des communautés et à consolider sa position dans le secteur financier congolais. Je tiens à saluer l'engagement des équipes, ainsi que la confiance renouvelée de nos clients et partenaires, dans un contexte particulièrement éprouvant.

Mot du DG

L'année 2025 a été particulièrement éprouvante pour notre institution. Les événements ayant conduit à la fermeture de nos agences de Goma, Bukavu et Uvira, avec l'arrêt des activités dans ces zones, ont profondément impacté nos performances et mis à l'épreuve notre résilience collective.

Au-delà des résultats enregistrés, en deçà des années antérieures, cette situation a généré des défis multiples : perturbation de l'activité, augmentation des impayés, contraintes de trésorerie, et situations humaines difficiles ayant affecté certains de nos clients.

Face à cette crise, notre priorité a été claire : protéger l'institution, rassurer nos parties prenantes et assurer la continuité des services.

Dans ce cadre, plusieurs actions structurantes ont été mises en œuvre :

- ▶ Rassurer les clients et partenaires, en communiquant de manière proactive sur la sécurité des fonds, la continuité des services et la solidité de l'institution ;
- ▶ Maintenir la continuité opérationnelle, notamment à travers le déploiement accéléré des solutions digitales et l'activation du réseau d'agents bancaires ;
- ▶ Sécuriser les avoirs, titres et fonds, en renforçant les dispositifs de contrôle et de gestion des risques ;
- ▶ Adapter la gestion de la trésorerie et des engagements, afin de préserver les équilibres financiers dans un environnement incertain ;
- ▶ Maintenir l'engagement des équipes, à travers une communication interne renforcée et un pilotage rapproché du management.

Par ailleurs, une attention particulière a été accordée à la gestion des relations avec nos partenaires, bailleurs de fonds et actionnaires, à travers une communication transparente et la mise en place de mécanismes d'adaptation, notamment en matière d'échéanciers et de financement.

Dans les zones non affectées, SMICO a adopté une approche proactive visant à renforcer le développement des activités et capter des opportunités de croissance, notamment à travers :

- ▶ L'intensification des campagnes commerciales ;
- ▶ La promotion des solutions digitales ;
- ▶ L'optimisation des performances des agences actives, dans une logique d'économies d'échelle.

Cette dynamique a permis de compenser partiellement les pertes enregistrées dans les zones affectées et de maintenir un niveau d'activité global satisfaisant au regard du contexte.

Enfin, cette crise a accéléré une transformation importante de notre modèle, en renforçant le rôle du digital, en consolidant notre culture de gestion des risques et en mettant en évidence la nécessité d'une plus grande agilité organisationnelle. Les enseignements tirés de cette période nous engagent à renforcer davantage notre discipline opérationnelle, notre capacité d'anticipation et notre orientation vers les résultats.

Malgré les défis, je reste confiant dans la capacité de SMICO à poursuivre sa trajectoire de croissance et à renforcer son impact au service des communautés. Je tiens à saluer l'engagement de l'ensemble des équipes, ainsi que la confiance de nos clients, partenaires et actionnaires, qui ont été déterminants dans la traversée de cette période.

Pacifique
Ndagano



SMICO EN 2025

ORIENTATION STRATÉGIQUE ET PRIORITÉS

En 2025, SMICO a poursuivi ses ambitions de croissance durable et inclusive dans un contexte contraint, en recentrant ses priorités sur la résilience, la continuité des services et la maîtrise des risques.

Les orientations stratégiques ont porté sur :



La consolidation du réseau et l'optimisation des performances, avec un recentrage sur les agences actives et le développement dans les zones non affectées ;



Le renforcement de la gestion des risques et du contrôle interne, pour faire face à la dégradation de la qualité du portefeuille ;



L'accélération de la transformation digitale, permettant d'assurer l'accès aux services malgré les contraintes de mobilité ;



La gestion active de la trésorerie et des engagements, afin de préserver les équilibres financiers ;



Le renforcement de la relation avec les parties prenantes, notamment les partenaires, bailleurs et actionnaires ;



La diversification de l'offre, avec le développement de solutions adaptées, notamment en matière de protection financière.

Malgré les contraintes, ces orientations ont permis à SMICO de maintenir la continuité de ses activités, de renforcer sa résilience et de consolider son positionnement dans le secteur de la microfinance en République Démocratique du Congo.



FAITS MARQUANTS

ET CONTEXTE D'INTERVENTION

Faits saillants de l'exercice 2025

L'exercice 2025 a été marqué par des avancées stratégiques majeures pour SMICO S.A., tant sur le plan institutionnel, commercial que technologique. Dans un environnement économique caractérisé par des défis macroéconomiques, une évolution rapide des besoins des clients et une digitalisation croissante des services financiers, SMICO a poursuivi sa dynamique de croissance, d'innovation et de consolidation de sa position sur le marché de la microfinance en République Démocratique du Congo.

a) Visites des administrateurs dans le Grand Katanga

Au cours de l'exercice 2025, les Administrateurs ont effectué une mission stratégique dans la région du Grand Katanga. Cette mission avait pour objectifs de renforcer la gouvernance institutionnelle, de s'imprégner des réalités opérationnelles des agences, d'évaluer la mise en œuvre du plan stratégique, et de rencontrer les équipes ainsi que les partenaires locaux. Ces visites ont permis au Conseil d'Administration de mieux apprécier les performances régionales, les défis opérationnels ainsi que les opportunités de croissance, notamment dans le financement des PME, des entrepreneurs locaux et des activités génératrices de revenus. Elles ont également contribué à renforcer la proximité entre la gouvernance et les équipes opérationnelles, tout en réaffirmant l'engagement de SMICO à offrir des services financiers de proximité et adaptés aux réalités locales.



b) Agrément pour la commercialisation des produits de bancassurance : une avancée stratégique majeure



Beba yako  + 
assurances

L'année 2025 constitue une étape charnière dans le développement de SMICO, marquée par l'obtention de l'agrément autorisant la commercialisation des produits d'assurance. Cette autorisation consacre l'entrée de l'institution dans le domaine de la bancassurance et traduit une orientation stratégique affirmée vers la diversification et la modernisation de son offre de services financiers.

Cette évolution s'est concrétisée par le lancement effectif, dès le mois de mars, des produits d'assurance Automobile (**SMICO Auto**) et **Voyage (SMICO Safari)**, ainsi que d'autres solutions en cours de déploiement, notamment la multirisque professionnelle et l'assurance santé. Ce déploiement marque un véritable tournant dans le positionnement de SMICO au sein de l'écosystème financier congolais. A travers cette avancée, SMICO se positionne comme la première et, à ce jour, la seule institution de microfinance agréée par l'**Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA)** pour exercer des activités de bancassurance en République Démocratique du Congo, sous les numéros d'identification



Cette reconnaissance réglementaire renforce la crédibilité de l'institution et confirme sa capacité à innover dans un secteur encore en structuration. Au-delà de la diversification de son offre, cette initiative traduit une vision stratégique plus large : celle d'intégrer pleinement la gestion des risques au cœur de l'accompagnement financier. En complément des services traditionnels d'épargne et de crédit, SMICO propose désormais des solutions de protection adaptées aux réalités de sa clientèle, notamment en matière de mobilité, d'activités économiques et de préservation des actifs.



“Cette approche permet de répondre de manière plus globale aux besoins des clients, dans un contexte où les risques liés aux activités économiques et aux déplacements sont de plus en plus prégnants”

Elle contribue ainsi à renforcer leur résilience financière, en leur offrant des mécanismes de protection face aux aléas (accidents, sinistres, imprévus). Par ailleurs, cette évolution s'inscrit pleinement dans une redéfinition de l'inclusion financière. Celle-ci ne se limite plus à l'accès au crédit, mais intègre désormais la capacité des clients à anticiper les risques, protéger leurs investissements et sécuriser leurs activités. En intégrant l'assurance à son offre, SMICO adopte une approche plus holistique, alignée avec les standards modernes de la finance inclusive.

Sur le plan institutionnel, l'intégration de la bancassurance constitue un levier stratégique de croissance. Elle permet notamment :

• **de diversifier les sources de revenus à travers les commissions d'assurance ;**

• **de renforcer les synergies commerciales via le cross-selling entre crédit, épargne et assurance ;**
• **d'améliorer la fidélisation et la rétention de la clientèle ;**
• **et de contribuer à la sécurisation du portefeuille, en réduisant l'exposition aux risques liés aux activités financées.**

Ce positionnement ouvre également de nouvelles perspectives pour les clients, en particulier les entrepreneurs, en leur permettant de :

• **réduire leur vulnérabilité face aux imprévus ;**
• **sécuriser leurs activités et leurs investissements ;**
• **et favoriser une croissance plus stable et durable.**

En définitive, l'obtention de cet agrément et le lancement des produits de bancassurance ne constituent pas seulement une innovation produite, mais un véritable repositionnement stratégique de SMICO.

La bancassurance s'impose ainsi comme un levier structurant pour bâtir un écosystème financier plus inclusif, plus sécurisé et résolument orienté vers le développement durable.





c) Innovation digitale ; Lancement de solution SMICO Money et nouvelle application du call center « liaison Sip Trunk »

Dans le cadre de sa stratégie de transformation digitale, SMICO a procédé en 2025 au lancement de **SMICO Money**, une solution digitale visant à faciliter l'accès des clients aux services financiers via le mobile. Cette solution permet notamment d'effectuer certaines opérations à distance, de consulter les comptes, et d'améliorer l'accessibilité des services financiers, en particulier pour les clients situés dans des zones éloignées des agences.

Par ailleurs, SMICO a également mis en place une nouvelle application pour son call center basée sur la technologie **Liaison SIP Trunk**, permettant d'améliorer la qualité des communications, la gestion des appels entrants et sortants, ainsi que le suivi de la relation client. Cette innovation a permis de renforcer le dispositif de relation client, d'améliorer la réactivité des équipes et d'offrir un service plus professionnel et plus accessible aux clients.



d) Participation de SMICO à la SEMAINE AFRICAINE DE LA MICROFINANCE



SMICO a pris part à la Semaine Africaine de la Microfinance, un événement international majeur réunissant les acteurs de la microfinance, les institutions financières, les bailleurs de fonds, les fintechs et les experts du secteur. La participation de SMICO à cet événement a permis de renforcer la visibilité institutionnelle de l'institution à l'échelle internationale, de nouer de nouveaux partenariats stratégiques, de partager l'expérience de SMICO en matière d'inclusion financière et de transformation digitale, et de s'inspirer des meilleures pratiques du secteur.

Cette participation a également permis à SMICO de se positionner comme un acteur dynamique et innovant de la microfinance en Afrique, engagé dans la modernisation des services financiers et l'amélioration continue de l'offre destinée aux populations exclues du système bancaire classique.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SÉCURITAIRE EN 2025

Environnement macroéconomique national

En 2025, la République démocratique du Congo a maintenu une croissance positive malgré un contexte régional et international incertain. Les projections officielles de la Banque centrale du Congo indiquent une croissance économique estimée à environ **5,3 % à 6,3 %** pour l'exercice, contre environ **6,5 %** en 2024, avec des signes de résilience dans plusieurs secteurs non extractifs de l'économie (BCC).

La croissance a été portée principalement par les industries extractives, bien que ces dernières aient présenté un léger ralentissement. En parallèle, les services, le commerce et l'agriculture ont continué de jouer un rôle stabilisateur dans l'activité économique.

La politique monétaire adoptée par la BCC a été un facteur crucial de stabilité. Après avoir maintenu son taux directeur à **25%** pendant une large partie de l'année, la Banque centrale a procédé en octobre 2025 à une réduction importante du taux directeur à **17,5 %** afin d'alléger les conditions d'accès au crédit, tout en conservant des instruments prudents de gestion de la liquidité.

Le fait marquant de l'exercice **2025** est le succès de la politique de désinflation menée par la Banque Centrale du Congo. Le taux d'inflation en glissement annuel a chuté de manière spectaculaire pour atteindre environ **2,27 %** à la fin décembre 2025 (contre plus de **11 %** en 2024). Cela a permis une modération des pressions inflationnistes sur l'ensemble de l'année.

Enjeux structurels économiques et inclusion financière

Bien que la RDC dispose d'un potentiel économique important, le pays reste confronté à plusieurs défis structurels. La dépendance au secteur extractif, historiquement le principal **vecteur de croissance**, expose l'économie aux volatilités des **prix des matières premières**. La diversification productive, notamment via l'agriculture, l'industrie locale et le secteur des services, demeure une priorité pour renforcer la stabilité économique à moyen et long terme.

La mise en œuvre de la **Facilité Élargie de Crédit (FEC)** et du **Fonds pour la Résilience et la Durabilité (FRD)** avec le FMI a renforcé la gouvernance budgétaire. La BCC a maintenu une surveillance accrue sur les institutions de microfinance (IMF) pour garantir la protection des déposants. Un élément structurant du paysage économique en 2025 est l'amélioration progressive de l'inclusion financière, fortement stimulée par l'essor des services numériques, notamment le mobile money.

Croissance économique estimée

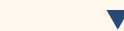
5.3 % - 6.3 %

Croissance économique réelle

6.5%

Taux directeur

25%



17.5%

Taux d'inflation

2025 ▼

2.27 %

2024 ▲

11 %

Le mobile money s’est imposé comme un vecteur central d’inclusion financière. Son adoption croissante a non seulement élargi l’accès aux paiements et transferts financiers, mais a aussi permis à des populations traditionnellement exclues des circuits bancaires de détenir des comptes actifs, favorisant ainsi l’épargne, les paiements et les transferts de fonds à moindre coût. Cependant, malgré ces avancées significatives, l’inclusion financière en RDC reste en deçà de la moyenne régionale, ce qui souligne la nécessité d’un renforcement continu du cadre institutionnel et réglementaire, ainsi que des initiatives ciblées pour intégrer davantage les populations non bancarisées dans l’économie numérique formelle.

Situation sécuritaire – l’Est de la RDC

La situation sécuritaire est restée un élément déterminant de l’environnement socio-économique national en 2025, avec des tensions persistantes dans l’Est du pays. La présence de groupes armés, dont le M23 et d’autres factions, continue de fragiliser la stabilité dans des provinces telles que le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l’Ituri. Des revers militaires et des occupations temporaires de villes ont eu des répercussions directes sur la vie économique locale, entravant les activités commerciales, limitant l’accès aux services publics et perturbant le fonctionnement normal des institutions financières.

Impacts sur le secteur financier et la microfinance

Dans un contexte où le climat sécuritaire est un déterminant majeur des conditions d’investissement et de fonctionnement des institutions financières, le secteur bancaire et celui de la microfinance ont dû faire preuve d’une grande adaptabilité. La stabilité macroéconomique relative observée en 2025 a offert un cadre propice au maintien des opérations financières. Toutefois, les risques opérationnels liés à l’insécurité renforcent les contraintes d’accès au crédit pour les populations vulnérables, en particulier dans les zones orientales où SMICO SA est présente. Pour le secteur de la microfinance, ces conditions ont renforcé l’importance des solutions numériques et des services financiers alternatifs, notamment les paiements mobiles et les produits flexibles destinés aux clients affectés par l’insécurité ou les limitations d’accès aux agences physiques. De plus, la gestion proactive des risques et l’accent mis sur l’inclusion financière sont devenus essentiels pour assurer la continuité des services et soutenir les populations locales dans un environnement exigeant.



3. SMICO FACE A LA CRISE SÉCURITAIRE



Résilience institutionnelle et continuité des activités (Organisation du réseau d'agences et gestion de la crise sécuritaire)

Face à la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC, la SMICO-SA a mis à jour son Plan de Continuité d'Activités (PCA) en mars et décembre 2025 pour formaliser et renforcer sa résilience institutionnelle.

- Gouvernance de Crise et Continuité : Un Comité de Crise (exécutif et CA) a été instauré pour assurer la gestion globale des événements dans les agences de Goma, Bukavu et Uvira. Ce dispositif inclut la définition d'un site de repli physique ou alternatif, ainsi que

la généralisation de la sauvegarde externalisée et systématique des données via triple redondance (serveur local, plateformes cloud et supports hors site). Le PCA est maintenu opérationnel par des tests périodiques et des formations ciblées.

- Sécurité des Opérations et Dématérialisation : La sécurité physique des agences exposées (notamment Goma) a été renforcée par des dispositifs biométriques de restriction d'accès aux zones sensibles, la vidéosurveillance continue et la présence permanente d'agents de sécurité et de la Police Nationale. La dépendance aux locaux est réduite par la priorisation

du réseau d'Agents Bancaires et des solutions digitales (cartes VISA, mobile/web banking), avec une orientation proactive des clients vers ces canaux alternatifs.

- Soutien du Personnel : En cas de besoin, SMICO a prévu l'exfiltration et la relocalisation du personnel clé vers des zones sûres, le maintien de la supervision opérationnelle à distance, ainsi que l'octroi d'une prime exceptionnelle de survie/risque et un soutien psychologique.

- Maîtrise des Risques Financiers : La gestion du cash est sécurisée par la réduction anticipée du plafond de détention en agence et la répartition stratégique des encaisses en

micro-stocks multisites. En matière de crédit, la stratégie de recouvrement priorise l'approche « capital-first », avec l'utilisation de KPI spécifiques de crise (PAR par zone). Les crédits sont accordés de manière sélective, décashifiée et de montants modestes, uniquement aux clients résilients, tout en envisageant des rééchelonnements préventifs et individualisés.



4. INVESTIR DANS NOS COMMUNAUTÉS LOCALES

• Initiatives d’inclusion et d’éducation financière

En 2025, SMICO a poursuivi et renforcé son engagement en faveur de l’inclusion financière à travers la mise en œuvre d’initiatives d’éducation financière adaptées aux réalités de sa clientèle.

Ces actions ont été déployées à travers des sessions de sensibilisation organisées dans plusieurs villes, notamment dans le cadre des activités de prospection communautaire (églises, associations, groupes de femmes et AVEC), ainsi que lors des campagnes commerciales dédiées à la mobilisation de l’épargne, à la relance des clients inactifs et à l’ouverture de comptes.

Les thématiques abordées ont porté sur la gestion budgétaire, l’épargne, l’accès au crédit, la négociation financière et l’utilisation des services financiers numériques, contribuant ainsi à améliorer les capacités financières des bénéficiaires.

Ces initiatives ont permis de renforcer la compréhension des produits SMICO, d’améliorer la discipline financière des clients et de soutenir la qualité du portefeuille, tout en consolidant la relation de proximité avec les communautés locales.

• Mécénat et sponsoring institutionnel

En 2025, SMICO a significativement renforcé son engagement citoyen à travers une politique de mécénat et de sponsoring institutionnel volontariste. Fidèle à sa mission de proximité et d’inclusion financière, la société a soutenu des événements à forte visibilité et à impact socio-économique dans l’ensemble de son réseau géographique, couvrant plusieurs villes clés de la République Démocratique du Congo.

Cette démarche s’inscrit dans une stratégie globale de responsabilité sociétale, visant à consolider les liens avec les communautés locales, à renforcer la notoriété de l’institution et à contribuer activement au développement économique et social des territoires où SMICO opère.



Mécénat 2025 en chiffres



1. Objectifs Stratégiques

Les actions de mécénat et de sponsoring institutionnel menées par SMICO en 2025 ont poursuivi plusieurs objectifs stratégiques complémentaires :

- ▶ Renforcer la visibilité et l’ancrage territorial de SMICO auprès des populations locales et des acteurs économiques régionaux ;
- ▶ Affirmer le positionnement de SMICO en tant qu’institution de microfinance engagée et responsable, au-delà de sa seule activité financière ;
- ▶ Soutenir l’entrepreneuriat et l’autonomisation économique, notamment des femmes et des populations vulnérables ;
- ▶ Contribuer à la structuration du tissu économique local en appuyant les associations professionnelles et les organisations communautaires ;
- ▶ Promouvoir la culture de l’épargne et l’éducation financière dans les communautés desservies.

2. Initiatives Soutenues par Ville

En 2025, SMICO a déployé ses actions de mécénat dans cinq villes de son réseau, couvrant des domaines aussi variés que l’entrepreneuriat, le commerce, l’agriculture, la culture et le soutien aux populations vulnérables.

LUBUMBASHI

En tant que principale métropole économique du Katanga et hub minier d'importance régionale, Lubumbashi a concentré une part significative des efforts de mécénat de SMICO. Quatre initiatives majeures y ont été soutenues :



DRC Mining Week :
Événement incontournable du secteur minier en Afrique centrale, réunissant investisseurs, opérateurs miniers et institutions financières. Le soutien de SMICO à cet événement illustre son ancrage dans l'économie productive de la région et son ambition de se positionner comme partenaire financier des acteurs du secteur.



Jumping International de Lubumbashi :
compétition équestre d'envergure internationale, offrant à SMICO une visibilité auprès d'un public diversifié et d'une clientèle à fort potentiel. Cet événement constitue également un levier de rayonnement institutionnel au-delà du seul secteur de la microfinance ;



Lubumbashi Comedy Club :
Initiative culturelle et artistique à fort impact populaire. Par ce soutien, SMICO démontre son engagement en faveur du tissu culturel et créatif local, contribuant à la cohésion sociale et à l'attractivité de la ville.



Communauté des Femmes Ambitieuses :
Réseau de femmes entrepreneures et professionnelles actif dans la région. SMICO a apporté un soutien concret aux activités de ce collectif, en cohérence avec sa politique d'inclusion financière des femmes et de promotion de l'entrepreneuriat féminin.

KALEMIE



Journée Internationale de l'Épargne :
À Kalemie, ville portuaire stratégique sur les rives du lac Tanganyika, SMICO a choisi de s'associer à la Journée Internationale de l'Épargne, célébrée chaque année le 31 octobre. Cet événement, dont la portée pédagogique est centrale, s'inscrit directement dans la mission de SMICO d'encourager les comportements d'épargne et d'éducation financière au sein des populations locales, y compris dans des zones enclavées. La participation de SMICO à cette journée a permis de sensibiliser de nombreux habitants aux bienfaits de l'épargne régulière et aux produits financiers adaptés à leurs besoins.



LIKASI

À Likasi, deuxième ville industrielle du Haut-Katanga, SMICO a soutenu deux initiatives complémentaires orientées vers le développement économique local :



Assemblée Générale de l'Association des Commerçants de Likasi : en apportant son soutien à cette instance représentative du commerce local, SMICO renforce ses liens avec le secteur informel et formel du commerce, acteurs clés de son portefeuille de clientèle. Cette participation consolide également la crédibilité institutionnelle de SMICO comme partenaire de confiance du secteur privé local.



Formation des Agriculteurs appuyée par la FEC (Fédération des Entreprises du Congo) : dans un contexte où la sécurité alimentaire et le développement agricole représentent des enjeux cruciaux pour les économies locales, SMICO a contribué au financement d'une session de formation destinée aux agriculteurs de la région. Cette initiative témoigne de la volonté de SMICO de soutenir des filières productives à fort potentiel de croissance inclusive.

BUNIA

Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri, a été le théâtre de quatre initiatives d'envergure, reflétant la diversité des engagements communautaires de SMICO dans des zones marquées par des défis sécuritaires et humanitaires :



Activités en faveur des Femmes Veuves du Camp Ndoromo :

SMICO a contribué au soutien d'activités génératrices de revenus et d'autonomisation destinées aux femmes veuves hébergées dans ce camp. Cet engagement illustre la dimension humanitaire et solidaire de la politique RSE de l'institution.



Initiatives des Femmes Visionnaires :

Réseau de femmes leaders et entrepreneures actif dans la région de Bunia. SMICO a appuyé leurs activités de développement économique et de leadership féminin, renforçant ainsi son positionnement comme institution partenaire des femmes.



Activités communautaires de l'Église Armée du Seigneur :

Soutien à des actions sociales et communautaires portées par cette organisation confessionnelle, à fort enracinement local. Cette initiative reflète l'ouverture de SMICO aux différents acteurs de la société civile.



Comité PAPA (45e CEP) :

Participation et soutien aux activités du Comité des Parents et des Pères Associés, engagé dans l'éducation et l'encadrement des jeunes. Ce partenariat souligne l'intérêt de SMICO pour l'investissement dans le capital humain et la jeunesse.

KISANGANI

À Kisangani, capitale de la province de la Tshopo et carrefour économique du nord-est du pays, SMICO a soutenu trois initiatives centrées sur l'entrepreneuriat et la valorisation des talents :



Conférence sur l'Entrepreneuriat organisée par KIVU ENTREPRENEURS :

événement de référence pour l'écosystème entrepreneurial de la région, cette conférence a réuni porteurs de projets, investisseurs et institutions d'appui. La présence de SMICO à cet événement consolide son image de partenaire naturel des entrepreneurs locaux.



Association des Commerçants MESSI KALAKWEY ALDA :

Soutien aux activités de cette association professionnelle représentant les commerçants locaux. Ce partenariat renforce les relations de SMICO avec la clientèle commerçante, l'un de ses segments stratégiques.



Initiative « Femme expose ton talent » :

Plateforme de valorisation et d'expression des compétences et talents féminins. SMICO, en soutenant cette initiative, réaffirme son engagement pour l'émancipation économique et sociale des femmes dans toutes les villes de son réseau.



4. Axes Transversaux et Cohérence Stratégique

L'analyse de l'ensemble des initiatives soutenues en 2025 révèle trois axes transversaux forts qui structurent la politique de mécénat de SMICO :

4.1 Promotion de l'entrepreneuriat et du commerce

Qu'il s'agisse de la DRC Mining Week à Lubumbashi, de la conférence KIVU ENTREPRENEURS à Kisangani ou des associations de commerçants à Likasi et Kisangani, SMICO affiche une présence marquée auprès des acteurs économiques et entrepreneuriaux. Cette orientation est cohérente avec son cœur de métier : financer l'entrepreneuriat et soutenir les microentreprises dans leur développement.

4.2 Autonomisation économique des femmes

Cinq des quinze initiatives identifiées ciblent spécifiquement les femmes (Femmes Ambitieuses à Lubumbashi, Femmes Veuves et Femmes Visionnaires à Bunia, « Femme expose ton talent » à Kisangani, etc.). Cela représente un tiers des actions de mécénat, illustrant le caractère prioritaire de l'inclusion financière des femmes dans la stratégie de SMICO.

4.3 Ancrage communautaire et cohésion sociale

Les soutiens apportés aux organisations communautaires, confessionnelles, culturelles et éducatives (Comité PAPA, Église Armée du Seigneur, Comedy Club, etc.) traduisent la volonté de SMICO de s'inscrire comme acteur à part entière de la société civile, au-delà de sa fonction financière. Cet ancrage territorial constitue un facteur de fidélisation de la clientèle et un levier de confiance institutionnelle. SMICO demeure ainsi convaincu que l'engagement communautaire constitue non seulement un impératif éthique, mais également un vecteur de croissance durable pour une institution de microfinance dont la légitimité repose sur la confiance des populations qu'elle sert.

• Assurance et protection financière pour nos clients

Dans le cadre de son engagement en faveur de la protection financière de sa clientèle, la SMICO déploie depuis 2021 des solutions d'assurance adaptées, en partenariat avec Rawsur Assurances Vie. Ces solutions, notamment l'assurance Solde Restant Dû (SRD) commercialisée sous l'appellation « SMICO Protection », sont intégrées en inclusion dans les produits de crédit. Elles permettent d'accompagner les clients dans la gestion des risques majeurs liés au décès et à l'invalidité permanente totale (IPT). Ainsi, en cas de sinistre, cette couverture garantit le

remboursement du capital restant dû, assurant à la fois la protection des clients et la sécurité financière de leurs familles.

Sur l'exercice 2025, 5763 polices d'assurance ont été souscrites, générant un volume de primes de 385 532,06 USD hors taxes, avec une répartition des bénéficiaires entre salariés avec une répartition des bénéficiaires entre salariés (17,79%), MPME (47,5%) et groupes solidaires (34,7%).

Le taux de sinistralité s'établit à 10,77%, pour un volume total de sinistres de 39 695,16 USD, traduisant une gestion maîtrisée du risque et une bonne qualité du portefeuille assuré.

En 2025, ce dispositif a permis de couvrir un encours de crédit de 31 853 786,719 USD, contribuant significativement à la sécurisation des financements.

Cette couverture contribue directement à :

- La protection des clients et de leurs ayants droit ;
- La continuité des engagements financiers en cas de sinistre ;
- La réduction du risque de crédit pour l'institution et ses partenaires

A travers SMICO Protection, l'institution renforce son positionnement en tant qu'acteur engagé dans une finance responsable, intégrant la gestion des risques au cœur de son accompagnement client.





Crédit

KIJANA INUKA

Financement simplifié pour les jeunes **innovateurs**

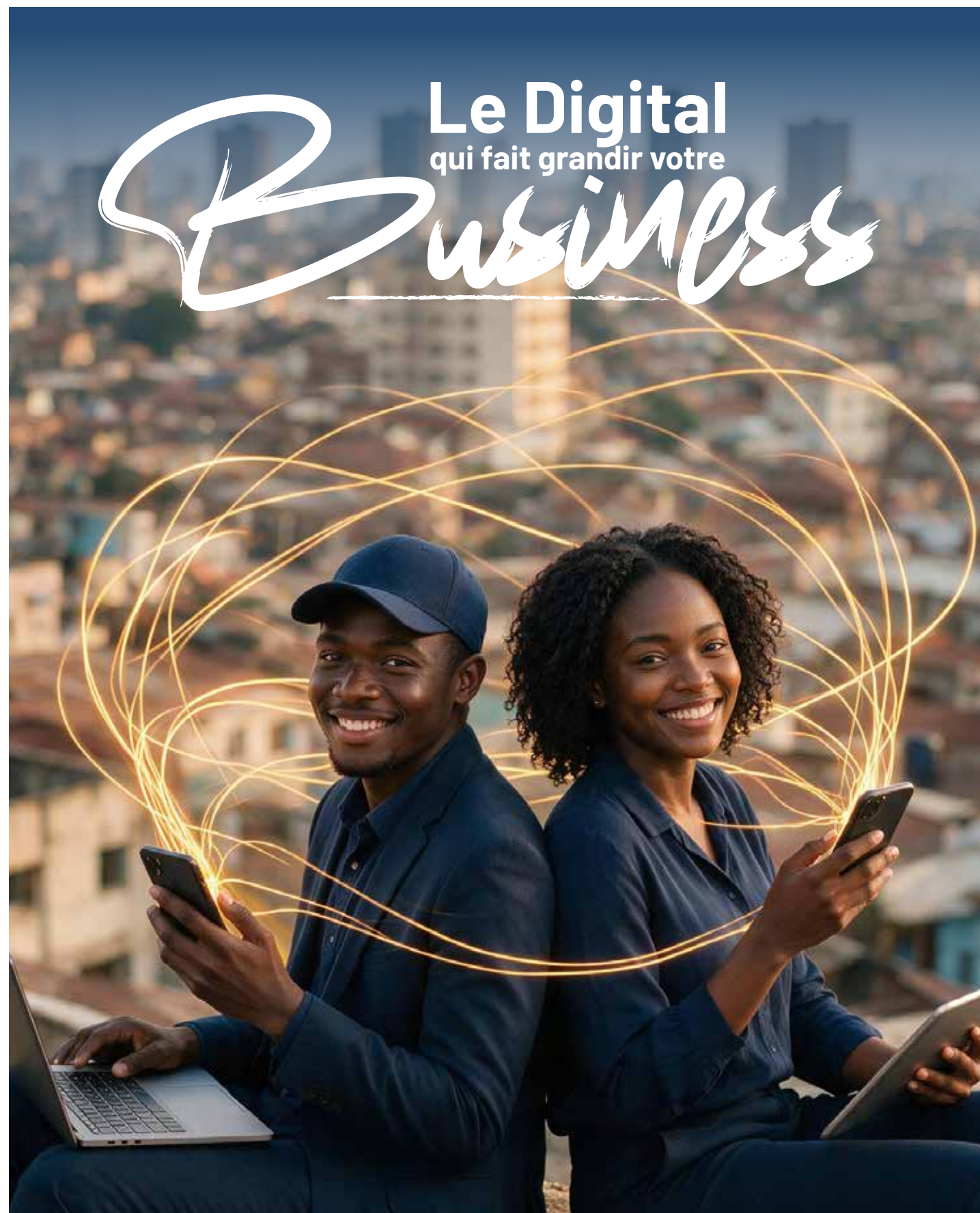


smico

Tél. +243 (0)9 95 95 84 95

Site : www.smico.net Mail : contact@smico.org

Adresse : 20, Avenue Vanny Bishweka, Commune de Goma, Nord-Kivu, République Démocratique du Congo



Le Digital qui fait grandir votre Business

5. LE DIGITAL COMME LEVIER DE CONTINUITE ET D'INCLUSION FINANCIERE

Le digital comme outil de résilience et de continuité des services

A travers le déploiement de ses différentes solutions digitales, notamment **SMICO Cash**, **SMICO Mobile** et le service **USSD**, **SMICO** renforce sa capacité à assurer la continuité de ses services, même en cas de contraintes opérationnelles, de mobilité réduite des clients ou d'éloignement géographique.

Le digital s'impose ainsi comme un levier stratégique majeur, contribuant à la modernisation de l'institution, au renforcement de sa résilience opérationnelle, à l'amélioration de l'expérience client et à la promotion de l'inclusion financière.

En 2025, la digitalisation ne s'est pas limitée à une innovation technologique, mais a constitué un véritable outil de transformation, permettant à **SMICO** de se rapprocher davantage de ses clients, d'élargir l'accès à ses services et de renforcer sa mission d'inclusion financière.

Dans un contexte marqué par des contraintes sécuritaires ayant entraîné la fermeture de certaines agences, notamment dans les zones affectées, les solutions digitales ont permis à de nombreux clients de continuer à accéder à leurs comptes et à effectuer leurs opérations financières en toute autonomie.

Dans cette dynamique, la mise en place du service **USSD**, dernier-né des solutions digitales de **SMICO**, répond à un enjeu d'accessibilité élargie. Consciente que tous les clients ne disposent pas de smartphones ou d'un accès permanent à Internet, **SMICO** a développé ce service permettant d'effectuer des opérations financières via un téléphone basique, sans connexion Internet.

Cette approche inclusive renforce significativement la portée des services financiers de **SMICO**, en facilitant l'accès aux populations traditionnellement exclues des solutions digitales classiques.



6.ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

ET RESPONSABILITÉ SOCIALE DURABILITÉ

ET ODD EN CONTEXTE D'INSTABILITÉ



La trajectoire de la Société de Microcrédit Congolais au cours de l'exercice 2025 s'inscrit dans une dynamique de résilience exceptionnelle, naviguant entre les impératifs de croissance économique et les exigences croissantes de la responsabilité sociétale des entreprises. Dans un paysage macroéconomique marqué par une volatilité persistante et des défis sécuritaires majeurs, particulièrement dans les provinces de l'Est de la République Démocratique du Congo, nous avons réaffirmé notre rôle d'acteur de premier plan dans l'inclusion financière durable. Ne nous contentant plus

de fournir des services financiers, nous sommes devenus un véritable catalyseur de transformation sociale et environnementale, alignant nos opérations sur les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies tout en nous adaptant aux réalités d'un terrain complexe comme celui de notre zone d'intervention. L'année 2025 a été le témoin d'une intégration profonde des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance au cœur de notre stratégie. Cette démarche, loin d'être purement cosmétique, répond à une nécessité opérationnelle : dans un contexte d'instabilité, la durabilité devient le seul gage de pérennité. La gestion des risques environnementaux et sociaux, la promotion de l'entrepreneuriat féminin, et le soutien à la jeunesse constituent les piliers d'une vision où la performance financière est indissociable de l'impact sociétal.

Cadre Stratégique et Gouvernance de la Durabilité

La gouvernance de SMICO SA en 2025 a été caractérisée par une transparence accrue et un renforcement des mécanismes de contrôle, essentiels pour maintenir la confiance des partenaires et des clients dans un environnement incertain. SMICO SA a maintenu sa rigueur dans la publication de ses rapports financiers et de conformité, notamment le rapport Pilier III, conformément aux instructions de la Banque Centrale du Congo.



Structure de l'Engagement Social et Environnemental

Notre politique de responsabilité sociale n'est pas une fonction isolée mais une composante transversale de la gestion des risques. Le Système de Gestion Environnementale et Sociale, mis en place il y a maintenant 2 ans, est désormais piloté par le Directeur Général Adjoint, assisté d'un comité dédié, assurant que chaque financement que nous octroyons à nos clients et chaque investissement effectué en interne est scrupuleusement analysé sous le prisme de son impact sur la planète et la communauté.

L'adhésion aux standards internationaux, notamment ceux du Groupe de la Banque Mondiale et de l'EDFI à partir de 2025 nous a permis de nous aligner sur les meilleures pratiques mondiales. Cette rigueur méthodologique est le fondement de la Finance Responsable que nous prônons, visant à protéger non seulement l'institution contre les risques de réputation et de crédit, mais aussi les clients contre le surendettement et les effets néfastes du changement climatique.



Le Système de Gestion Environnementale et Sociale en Action

L'intégration des aspects environnementaux dans le cycle de crédit est devenue systématique. Chaque demande de financement est soumise à une évaluation qui détermine sa catégorie de risque, influençant directement la décision d'octroi et les clauses contractuelles. Cela nous a permis d'identifier les risques tels que le recours au travail des enfants, la pollution des sols ou des eaux souterraines, particulièrement dans les secteurs de l'agriculture et de la petite industrie mécanique. Lorsqu'un crédit présentait un risque relativement élevé de dégradation de l'environnement, un plan d'action était systématiquement dressé avec le bénéficiaire du crédit, transformant ainsi le crédit en un outil d'éducation environnemental.



Responsabilité Sociale et Impact Communautaire

La responsabilité sociale de SMICO SA s'exprime à travers une volonté ferme de ne laisser personne de côté, en mettant l'accent sur les groupes souvent marginalisés par le système financier traditionnel : les femmes et les jeunes.

En 2025, **SMICO SA** a intensifié son engagement dans le **Challenge 2X**, une initiative mondiale visant à accélérer l'accès au financement pour les femmes entrepreneures. Le produit phare "Crédit Rien Sans la Femme" a permis de soutenir des milliers de projets portés par des femmes dans les secteurs du commerce, de l'artisanat et de l'agriculture. L'impact de ce programme est multidimensionnel alliant autonomisation économique, leadership féminin et équité sociale.

Par ailleurs, le chômage des jeunes reste l'un des défis majeurs de la RDC. SMICO SA y répond par le crédit "**Kijana Inuka**", un produit innovant destiné aux jeunes entrepreneurs incubés. En s'appuyant sur des **incubateurs agréés**, l'institution offre bien plus qu'un prêt : elle propose un parcours complet incluant éducation financière et accompagnement technique. En 2025, les visites de terrain, notamment à **Lubumbashi** et **Kisangani**, ont permis de constater les succès tangibles de ces jeunes entrepreneurs, transformant des idées innovantes en véritables créatrices d'emplois.



Durabilité en Contexte d'Instabilité : La Résilience par l'Innovation

Opérer dans l'Est de la RDC en 2025 exige une agilité constante. SMICO SA a su transformer les contraintes sécuritaires en opportunités d'innovation, notamment à travers l'accélération de la digitalisation et la diversification de ses services.

La Transformation Digitale au Service de l'Inclusion durable

La digitalisation a continué d'être le principal vecteur de notre résilience. Les outils tels que "**SMICO Mobile**", "**SMICO WEB**" et "**SMICO WhatsApp Business**" ont permis de maintenir le service même lorsque l'accès physique aux agences était compromis. En 2025, l'institution a atteint une étape cruciale en facilitant la gestion des comptes et les transactions sans connexion Internet via des codes **USSD (SMICO Money)**, une avancée majeure pour les populations rurales et les zones instables comme celles de Goma, Bukavu et Uvira.

Cette transition numérique présente également un avantage environnemental non négligeable : la réduction massive de l'utilisation du papier dans le cycle de crédit grâce à l'utilisation de tablettes et de smartphones par les agents sur le terrain.

Le Partenariat Historique avec RAWSUR Assurance : La Bancassurance

En juillet 2025, SMICO SA a marqué l'histoire financière de la RDC en devenant la première institution de microfinance à lancer officiellement des activités de bancassurance en partenariat avec RAWSUR Assurance. Ce partenariat stratégique vise à démocratiser l'accès à l'assurance pour les segments les plus vulnérables de la population. L'offre de bancassurance comprend des produits essentiels pour la sécurité des familles renforçant la résilience de nos clients face aux chocs exogènes qu'ils soient sanitaires, économiques ou sécuritaires.



7.CONTRÔLE INTERNE, GESTION DES RISQUES ET CONFORMITÉ

Dispositifs renforcés pour une croissance sécurisée

Le dispositif de contrôle interne, de gestion des risques et de conformité de SMICO-SA a été significativement renforcé afin de soutenir une croissance maîtrisée dans un environnement opérationnel fragile. Structuré autour du **Plan de Continuité d'Activités (PCA)**, conforme aux exigences de la Banque Centrale du Congo (Instructions n°8, n°36 et n°44), ce cadre repose sur une gouvernance de crise centralisée, assurée par un Comité de Crise présidé par la Direction Générale et rendant compte au Conseil d'Administration. Des tests réguliers, simulations et formations permettent de garantir l'opérationnalité du dispositif et l'appropriation des procédures par les équipes, assurant ainsi la résilience de l'institution face aux chocs.

Par ailleurs, SMICO a consolidé ses mécanismes de maîtrise des risques à travers un renforcement du contrôle interne, de la cybersécurité et de la gestion proactive des risques financiers. Cela se traduit notamment par la sécurisation des données via une triple redondance, un encadrement strict des accès et des privilèges, ainsi que le déploiement d'outils avancés de cybersécurité et de dispositifs physiques de protection. En parallèle, la gestion des risques financiers s'appuie sur une approche différenciée et dynamique, intégrant le suivi du risque de crédit par zone, une stratégie prudente de gestion de la liquidité et un dispositif renforcé de conformité **AML/CFT**, permettant d'anticiper et de limiter efficacement les risques dans un contexte d'instabilité.



8. GOUVERNANCE TRANSPARENTE ET LEADERSHIP RESPONSABLE

Conseil d'Administration

En 2025, la Société de Microcrédits Congolais franchit une étape décisive : celle de la maturité technologique au service de l'éthique humaine. Dans un paysage financier congolais en pleine mutation, notre institution ne se contente plus d'être un témoin de l'inclusion ; elle en est l'architecte.

Notre gouvernance, ancrée sur les piliers de la Confiance, de la Transparence et de l'Éthique, s'est muée en un système agile capable de transformer les défis sécuritaires et économiques en leviers d'innovation.

C'est ainsi que notre Conseil d'Administration s'est enrichi avec de nouvelles administratives indépendantes apportant des compétences additionnelles en vue d'une meilleure prise en charge des problématiques de gestion des risques, audit et conformité. Ces arrivées marquent aussi notre volonté à promouvoir le genre, faisant de notre Conseil d'Administration un organe composé à 50% des femmes. Une restructuration de la composition des différents comités spécialisés du Conseil d'Administration a aussi été opérée en 2025.





Michel VERWILGHEN

M. Michel VERWILGHEN,

Président du Conseil d'Administration

Administrateur de sociétés et investisseur privé, diplômé en Sciences Economiques de l'Université Catholique de Louvain. Carrière bancaire à la Banque Commerciale Zaïroise (actuelle BCDC) où il était Directeur Régional pour l'Est de la RDC. De retour en Belgique, il a été successivement Directeur Provincial de Bacob Banque puis Président du Comité de direction de la Banque de Crédit Professionnel.

Mme Dédé ALIANGO,

Administratrice Indépendante

Doctorat en Sciences Politiques et Sociales & Master en Sciences Economiques de l'Université Catholique de Louvain (Belgique). Professeure des Universités et Consultante individuelle. Actuellement Secrétaire Général Académique de Leadership Academia University (LAU) et Professeure à l'Université de Liège (dans le cursus EMBA). Elle est directrice du Centre de Recherche Interdisciplinaire en Développement de l'UPC et à l'Institut Supérieur de Statistique de Kinshasa. Elle est aussi Research Manager pour le compte du Bureau d'études Alma Research & Services (ARS) à Kinshasa / RDC.



ALINE BUHENDWA



KUNZO AZANGA



**Léon Jean Marie
MBAFUMOYA**

M. Thierry BEAUVOIS,

Administrateur

Nommé agent de change en 1988, est resté dans le monde de l'intermédiation et du conseil jusqu'en mars 2011. Il a exercé ses activités auprès de sa propre société de Bourse (Reyers, Beauvois, de Villenfagne) et auprès de groupes internationaux tels que HSBC, Delta Lloyd et Raymond James. Depuis 2011, Thierry Beauvois a rejoint et soutient la dynamique de Treetop Asset Management, société de gestion de fonds active dans une approche mondiale et globale. Membre Honoraire du Conseil d'Administration de la Bourse de Bruxelles et est administrateur et fondateur du Belgian Finance Center et exerce plusieurs mandats auprès de diverses sociétés.

M. Léon Jean Marie MBAFUMOYA TCHOMBA KAWA

Administrateur

Banquier de formation, diplômé en Economie - option Economie Politique de l'Université Officielle du Burundi. Chercheur au centre universitaire de recherche pour le développement économique et social, il intègre la Banque Commerciale du Congo/ BCDC où il gravit plusieurs échelons jusqu'à devenir Directeur d'agence. Depuis 2017, il est entrepreneur et investisseur privé.



Thierry BEAUVOIS

Mme Aline BUHENDWA,

Administratrice Indépendante et Présidente du comité de Ressources Humaines

DESS en Droit et Economie des Assurances. Avocate Chevronnée au Barreau Francophone de Bruxelles et Présidente du Conseil d'Administration de l'ASBL LYCEE PRINCE DE LIEGE en RDC. Elle a été Directrice des Affaires Générales à la BGF BANK, Responsable Juridique au sein d'EQUITY BANK CONGO, Secrétaire Générale et Conseillère Juridique chez ECOBANK pendant 10 ans.

KABENGELE Germaine,

Administratrice Indépendante et Présidente du Comité d'Audit

Titulaire d'une Licence en Gestion Financière et Investissement, Option : Finance et Investissement, University of Alabama at Birmingham (UAB), Birmingham Alabama USA, elle est professionnelle chevronnée en audit, conformité et gestion des risques, totalisant plus de 17 ans d'expérience dans les banques, assurances et cabinets internationaux. Titulaire d'une licence en finance obtenue aux États-Unis et certifiée CAMS (Lutte Anti-Blanchiment), elle occupe actuellement le poste de Directrice Audit et Conformité chez ACTIVA ASSURANCES. Elle est reconnue pour sa maîtrise des dispositifs LCB/FT, de la gouvernance, du contrôle interne et de la gestion des risques réglementaires



KABENGELE GERMAINE



Dédé ALIANGO

M. Brieuc de LAMOTTE,

Administrateur et Président du Comité de Risques, Ethique et Conformité

Détenteur de deux Masters en Ingénieur de gestion de Solvay Brussels School of Economics and Management et Management de développement de London School of Economics and Political Science. Expérience de plus de 5 ans comme consultant pour les bureaux de Bruxelles et de New York de "BAIN & COMPANY" ; Administrateur-gérant de Bayrime, Président du Conseil d'Administration de DLM Entreprise, Administrateur - Fondateur du Fonds NGANGI et de Kivu Kick Starter, un fonds de garantie pour le financement des jeunes entrepreneurs au Kivu en République Démocratique du Congo.

KUNZO AZANGA,

Administratrice Indépendante

Diplômée en Management Development Program (Diploma in Management practices) de UCT - University of Cape Town/ South Africa et Titulaire d'un Master en Sciences commerciales de l'ICHEC (Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales Bruxelles/ Belgique), est une professionnelle congolaise expérimentée en finance, comptabilité et administration, totalisant plus de 20 ans d'expérience, dont 16 ans dans le secteur minier international et 5 ans dans le secteur de l'éducation. Elle a occupé des fonctions de haut niveau, notamment Directrice Administrative et Financière, Treasury Manager, Contrôleur de gestion et Finance Officer.



Brieuc de LAMOTTE

Comité de Direction



MATABARO NDAGANO
Pacifique
Directeur Général



BIKAYA ASIMA
Fabrice
Directeur Général Adjoint



IRAGI MASIRIKA
Nathalie
Directrice des Opérations



NZEY NGANKUK
François
Directeur IT et Sécurité Informatique



BUSHIRI FAZILI
Bienvenu
Directeur de Business Développement



AGANZE BAGULA
Grace
Directeur de l'Administration, Finances et Ressources Humaines



MUKE KANDI
Endryx
Manager des Risques et Conformité



GULANDE MUSOLE
Olivier
Directeur d'Audit Interne

9. CAPITAL HUMAIN

ENGAGEMENT, PROTECTION ET PERFORMANCE DES ÉQUIPES

SMICO S.A. dispose d’une équipe expérimentée d’orientation stratégique (Conseil d’Administration) constituée d’anciens banquiers et financiers de renoms avec une vision claire de son développement.

Au niveau opérationnel, SMICO S.A. est gérée par un Directeur Général secondé par un Directeur Général Adjoint, tous congolais, expérimentés et agréés par la Banque Centrale du Congo. Avec l’appui d’une équipe de direction jeune, motivée, dynamique et compétente qui apporte, accompagnement et encadrement aux Agences afin de livrer un service de qualité à ses clients.

Au 31 décembre 2025, le personnel de SMICO S.A. se compose comme suit :

DIRECTIONS ET SERVICES	EFFECTIFS DU PERSONNEL						Ecart	Variation
	Année 2025			Année 2024				
	H	F	Total	H	F	Total		
Direction Générale								
Directeur Général	1	0	1	1	0	1	0	0%
Directeur Général Adjoint	1	0	1	1	0	1	0	0%
Direction Administration, Finances et RH	4	0	4	4	1	5	-1	-20%
Direction des Opérations	4	1	5	4	1	5	0	0%
Direction Informatique	3	0	3	3	0	3	0	0%
Direction d'Audit Interne	3	0	3	3	0	3	0	0%
Direction Développement Commercial	2	2	4	3	2	5	-1	-20%
Gestion des Risques et Conformité	1	0	1	0	0	0	1	
Chauffeur	1	0	1	1	0	1	0	0%
Total effectifs Direction Générale	20	3	23	20	4	24	-1	-4%
Agences								
Gérant	9	1	10	9	1	10	0	0%
Chargé Administration et Comptabilité	9	1	10	9	1	10	0	0%
Superviseur des Opérations	1	1	2	5	1	6	-4	-67%
Contrôleur Interne Agence	9	0	9	5	0	5	4	80%
Conseiller(e) Clientèle Bureau et Terrain	4	8	12	5	8	13	-1	-8%
Conseiller(e) Clientèle Numérique	5	2	7	8	1	9	-2	-22%
Conseiller Business	28	5	33	23	4	27	6	22%
Conseiller Groupe solidaire	2	3	5	2	5	7	-2	-29%
Caissiers / Caissières	4	17	21	3	20	23	-2	-9%
Travailleurs manuels	4	0	4	4	0	4	0	0%
Total effectifs des Agences	75	38	113	73	41	114	-1	-1%
TOTAL GENERAL SMICO-SA	95	41	136	93	45	138	-2	-1%

Nous notons une décroissance de 1% passant de 138 staffs en 2024 à 136 staffs en 2025 dont 21 staffs (8 femmes et 13 hommes) ont été mis en congé technique à la suite de l’impossibilité de fonctionner dans les zones de Goma, Bukavu et Uvira à la suite de la guerre. Nous avons à ce jour 102 agents sous le contrat de CDI et 32 sous le CDD dont l’âge moyen est situé à 37 ans.

Le pourcentage des femmes a régressé de 2,46% passant de 32,6% en 2024 à 30,15% en 2025. Sur un total de 136 agents, 41 sont des Femmes dont 3 à la direction générale et 38 dans les agences. Les efforts restent à fournir au niveau des postes de responsabilités car à ce jour nous n’avons

qu’une seule femme au comité de direction et une seule femme chef d’agence. Le taux des Femmes au comité de direction demeure de 16.6% alors qu’il est passé à 50% au niveau des organes de gouvernance.

Nous avons connu 22 départs en 2025 dont 5 en démission, 2 licenciements et 15 non-renouvellement de contrats pour raison de contre-performances ou de crise économique à l’Est. Notre taux de turn over est situé à 13,89%. Sur l’ensemble de notre staff, nous avons 11 qui ont déjà atteint 10 ans de fidélité et 25 qui sont entre 5 ans et 9,9 ans soit au total 36 staffs qui ont une fidélité de 5 ans et plus.



10. PERSPECTIVES ET STRATEGIES FUTURES



• Leçons tirées de l'exercice 2025 Une année 2025 révélatrice et structurante

L'année 2025 a constitué une étape déterminante pour SMICO, marquée par un environnement sécuritaire et économique contraint ayant impacté les performances opérationnelles et financières de l'institution. Au-delà de ces facteurs exogènes, cet exercice a permis de mettre en lumière des enjeux structurels majeurs, notamment en matière de qualité du portefeuille, de mobilisation de l'épargne, de diversification des revenus et de discipline opérationnelle.

Les analyses menées ont révélé que la performance durable repose avant tout sur la qualité du management, la rigueur dans l'exécution et la capacité à anticiper et maîtriser les risques. Ces enseignements constituent désormais le socle du repositionnement stratégique de l'institution.

• Axes stratégiques 2026

Dans la continuité de ces constats, SMICO a défini pour l'exercice 2026 des orientations stratégiques visant à renforcer sa résilience et à améliorer durablement sa performance. Ces orientations portent principalement sur :

- ▶ Le renforcement de la qualité du portefeuille de crédit, à travers une application rigoureuse des procédures, une meilleure analyse des clients et un suivi renforcé des remboursements ;
- ▶ La mobilisation accrue de l'épargne, fondée sur une approche segmentée de la clientèle et une responsabilisation renforcée des équipes commerciales ;
- ▶ Le développement des produits connexes, afin de diversifier les sources de revenus et de réduire la dépendance au crédit ;
- ▶ Le renforcement de la discipline financière, avec une meilleure maîtrise des charges et une optimisation de la rentabilité ;
- ▶ La consolidation du dispositif de contrôle interne et de conformité, en tant que levier de sécurisation et de performance ;
- ▶ L'accélération de la transformation digitale, pour améliorer l'accessibilité des services et l'efficacité opérationnelle.

• Priorités : croissance maîtrisée, transformation digitalisation, inclusion et gouvernance

Croissance maîtrisée et rentable

SMICO privilégiera une croissance sélective, fondée sur la qualité des actifs, la rentabilité des opérations et la capacité réelle de remboursement des clients. Cette approche vise à renforcer la solidité financière de l'institution tout en limitant l'exposition aux risques.

Transformation digitale et continuité des services

Le digital constitue un levier stratégique pour améliorer l'expérience client, étendre l'accès aux services financiers et assurer la continuité des opérations, notamment dans les zones à accès limité. Le développement des canaux digitaux et du réseau d'agents sera poursuivi et renforcé.

Inclusion financière et développement du marché

SMICO entend consolider son rôle d'acteur de référence en matière d'inclusion financière, en élargissant l'accès à ses services auprès des populations non bancarisées et des MPME, tout en développant des solutions adaptées à leurs besoins.

Gouvernance et management orientés résultats

L'année 2026 sera également marquée par le renforcement de la culture de performance, à travers la responsabilisation accrue des équipes, le pilotage par les indicateurs et la mise en place d'un dispositif rigoureux de suivi des résultats.

Perspective globale

A travers ces orientations, SMICO s'engage dans une dynamique de transformation visant à construire un modèle plus résilient, plus performant et plus inclusif. L'année 2026 se positionne ainsi comme une année de consolidation et d'accélération, au cours de laquelle l'institution entend capitaliser sur les enseignements de 2025 pour renforcer sa discipline opérationnelle, améliorer sa performance financière et accroître son impact auprès de ses clients et partenaires.



11. CLARTÉ ET TRANSPARENCE

LE RAPPORT FINANCIER PILIER III

En un coup d’œil

SMICO réaffirme une fois de plus son engagement envers la transparence financière et se conforme à l’instruction 55 de la Banque Centrale du Congo relative à la surveillance du marché. Voici en un coup d’œil les chiffres clés pour l’année 2025 comparé à l’année 2024.

Les chiffres sont exprimés en francs congolais.

	Année 2025	Année 2024
Total Bilan	93 121 936 386	154 189 089 324
Fonds Propres	9 642 588 960	18 023 902 569
Résultat net consolidé	(6 084 831 547)	6 014 561 468
Produit net financier	23 288 586 356	29 125 030 210
Total portefeuille de Crédit	69 961 142 542	101 783 937 030
Total portefeuille d'Epargne	64 615 376 009	110 490 120 394
Portefeuille à risques 30 jours	10,43%	3,69%
Solvabilité	11,9%	13,3%
Rendement du portefeuille	50,39%	37,48%
Nombre d'agence	10	10
Nombre d'agents bancaires	124	101
Nombre du personnel	136	138
Nombres des clients	92 081	82 003

En 2025 l’activité de SMICO est restée solide et profitable avec un résultat positif brut d’exploitation de 8,9 milliards de CDF même si elle a enregistré une contraction du résultat net de l’ordre de 6,5 milliards de CDF. Cette contraction résulte d’une décision courageuse et transparente face à la situation du choc sécuritaire exceptionnel localisé dans les provinces de l’Est de la RD Congo. Pour y faire face, SMICO a constitué, en plus des provisions réglementaires, une provision générale exceptionnelle sur les créances et les encaisses de manière à anticiper les risques futurs liés à la crise à l’Est du pays, et a également intégré l’impact du taux de change dans les résultats de l’exercice 2025 reflétant l’appréciation du CDF sur le dollar américain. Cette approche responsable et transparente vise à assainir durablement la situation financière et à créer les conditions certaines d’un retour à la rentabilité dès 2026, en cohérence avec les principes de bonne gouvernance et de gestion des risques portés par SMICO.

Actifs du bilan au 31/12/2025 (exprimés en francs congolais)

Eléments d'actif	Montant N	%	Montant N-1	%	Variation %
	2025 (CDF)		2024 (CDF)		
Opérations de trésorerie (S / Total)	24 704 132 721	27%	47 148 165 271	31%	-48%
Caisse	5 053 382 491		10 334 295 832		
Banque, organe faitier et autres I. F.	12 015 885 230		32 026 407 756		
Prêts à terme (organe faitier ou autres IF)	7 634 865 000		4 787 461 683		
Opérations avec la clientèle (S/Total)	63 198 080 876	68%	99 014 890 763	64%	-36%
Crédit à court terme	19 477 409 678		26 108 675 536		
Crédit à moyen terme	36 807 879 829		63 238 860 295		
Crédit à long terme	4 432 317 849		7 490 530 923		
Provisions pour dépréciation créances en retard	6 763 061 666		2 769 046 267		
Créances litigieuses ou en retard (balance âgée)	9 243 535 186		4 945 870 277		
Suspens de la clientèle	0		0		
Opérations diverses (S/Total)	1547 990 707	2%	2 538 408 348	2%	-39%
Débiteurs divers	29 071 385		0		
Etat	325 182 636		1 820 279 087		
Régularisations et emplois divers	1 153 703 817		490 391 138		
Fournisseurs	40 032 869		227 738 123		
Immobilisations (S/Total)	3 671 732 083	4%	5 487 624 943	4%	-33%
Valeurs immobilisées	3 671 732 083		5 487 624 943		
TOTAL GENERAL ACTIF	93 121 936 386	100%	154 189 089 324	100%	-40%

L'analyse de la structure de l'actif met en évidence l'impact significatif de la crise sécuritaire à l'Est de la République démocratique du Congo, se traduisant par une contraction du total bilan de 40%. Malgré ce contexte défavorable, la qualité globale des actifs demeure satisfaisante avec 68 % de l'actif considéré comme productif. Le portefeuille à risque à 30 jours (PAR30)s'établit à 10,4%, niveau affecté principalement par les zones en conflit, tandis que les zones non exposées à l'insécurité affichent une performance conforme aux standards, avec un PAR30 de 3,9%, significativement inférieur au seuil prudentiel de 5%.

Par ailleurs, la politique de gestion des immobilisations reste rigoureuse, celles-ci ne représentant que 4% du total de l'actif, en légère baisse sous l'effet des amortissements, dans un contexte marqué par l'absence d'investissements significatifs en 2025. Le niveau de trésorerie demeure globalement satisfaisant et représente 27% du total actif. Cette évolution s'explique principalement par les retraits massifs observés dans les zones affectées par le conflit, effectués tant via les agents bancaires que par des transferts vers des banques commerciales. Néanmoins, une gestion active de la liquidité a permis d'optimiser une partie des ressources disponibles, avec des placements en dépôts à terme auprès de banques commerciales partenaires, contribuant ainsi à la génération de revenus financiers complémentaires.

Passifs du bilan au 31/12/2025 (exprimés en francs congolais)

PASSIF	Montant N	%	Montant N-1	%	Variation %
	2025 (CDF)		2024 (CDF)		
Opérations de trésorerie (S/Total)	0	0%	267 214 595	0%	-100%
Banque, organe faitier et autres I. F.	0		0		
Emprunt à terme (organe faitier ou IF)	0		267 214 595		
Opérations avec la clientèle (S/Total)	64 615 376 009	69%	110 490 120 394	72%	-42%
Epargnes et dépôts ordinaires	45 362 611 127		94 133 236 203		
Dépôts à régime spécial	965 868 818		1 294 538 103		
Dépôts à terme	18 286 896 063		15 062 346 088		
Opérations diverses (S/Total)	18 863 971 417	20%	25 407 851 766	16%	-26%
Compte de liaison	0		0		
Personnel	218 139 000		1 194 924 024		
Etat	837 706 336		3 057 951 728		
Créditeurs divers	298 475 820		157 453 706		
Fournisseurs	0		139 856 508		
Régularisations et emplois divers	171 257 559		153 631 723		
Subvention d'équipement	1 235 016		4 262 920		
Emprunts et dettes à M&L termes	16 992 329 423		20 308 325 426		
Provision pour charge et pertes diverses	344 828 263		391 445 730		
Fonds de financement et de garantie	0		0		
Fonds propres (S/Total)	9 642 588 960	10%	18 023 902 569	12%	-47%
Plus-values et provisions réglementées	573 201 556		573 201 555		
Résultat de l'exercice	(6 528 432 295)		6 014 561 468		
Résultat non affecté	443 600 748		0		
Report à nouveau	10 164 722 508		7 469 046 092		
Réserves et primes liées au capital	2 960 917 447		2 081 103 393		
Capital	2 028 578 996		1 885 990 061		
TOTAL GENERAL PASSIF	93 121 936 386	100%	154 189 089 324	100%	-40%

L'analyse de la structure du passif à fin 2025 met en évidence une contraction significative du total bilan, en ligne avec les effets de la crise sécuritaire à l'Est du pays. Le total du passif s'établit à 93,1 milliards CDF, en recul de 40 % par rapport à 2024. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des ressources collectées auprès de la clientèle, qui demeurent toutefois la principale source de financement de l'institution avec 69% du passif, contre 72% une année plus tôt. Les dépôts de la clientèle enregistrent une contraction de 42%, traduisant les retraits massifs observés dans les zones affectées par le conflit, ainsi que les transferts de fonds vers des banques commerciales d'autres villes. Cette contraction concerne particulièrement les dépôts à vue et les dépôts à terme, bien que les dépôts à régime spécial affichent une progression traduisant une recomposition partielle de la structure des ressources.

Par ailleurs, les opérations de trésorerie au passif sont devenues marginales, avec une extinction des emprunts à court terme contractés auprès des partenaires financiers nationaux et internationaux. En dépit de la crise, nous avons continué à payer nos dettes vis-à-vis de nos partenaires financiers. Les fonds propres s'établissent à 9,6 milliards CDF, en recul de 47 % sous l'effet direct du résultat déficitaire de l'exercice. Néanmoins, cette évolution est partiellement atténuée par le renforcement du capital social et la consolidation des réserves, traduisant la volonté de préserver les équilibres financiers de SMICO.

Passifs du bilan au 31/12/2025 (exprimés en francs congolais)

COMPTES D'EXPLOITATION ET HORS EXPLOITATION	Montant N	Montant N-1	Variation %
	2025 (CDF)	2024 (CDF)	
(70) + Produits sur opérations avec l'organe faïtier et IF	396 908 861	303 200 860	
(71) + Produits sur opérations avec la clientèle ou les membres	27 604 556 671	30 372 222 096	
(72) + Produits financiers divers	6 911 828 352	2 454 662 898	
(73) + Autres produits financiers	339 460 489	0	
(60) - Charges sur opérations avec l'organe faïtier et IF	2 034 892 242	2 240 066 847	
(61) - Charges sur opérations avec la clientèle ou les membres	1 022 412 550	888 840 387	
(62) - Charges financières diverses	8 906 863 225	876 148 409	
(63) - Autres charges financières	0	0	
(80) Produit net financier	23 288 586 356	29 125 030 210	-20%
(74) + Produits accessoires	0	466 426 554	
(64) - Charges générales d'exploitation	7 357 839 746	9 720 800 659	
(65) - Charges du personnel	6 600 219 941	7 762 622 077	
(66) - Impôts et taxes	334 265 944	294 780 474	
(82) Résultat brut d'exploitation	8 996 260 726	11 813 253 555	-24%
(78) + Reprises sur amortissements	0	0	
(79) + Reprises des provisions et récupération sur créances irrécouvrables	16 686 294 805	6 825 458 132	
(68) - Dotations aux amortissements	1 861 723 317	1 139 603 727	
(69) - Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	29 867 937 932	8 471 743 523	
(83) Résultat courant d'exploitation	(6 047 105 719)	9 027 364 437	-167%
(76) + Subventions d'exploitation	0	45 182 259	
(77) + Produits exceptionnels	43 008 355	192 998 541	
(67) - Pertes exceptionnelles	221 510 649	482 931 256	
(84) Résultat exceptionnel	(178 502 294)	(244 750 457)	-27%
(85) Résultat avant impôt	(6 225 608 013)	8 782 613 980	-171%
(86) - Impôt sur le résultat	302 824 282	2 768 052 512	
(87) Résultat net de l'exercice	(6 528 432 295)	6 014 561 468	-209%

En 2025, l'activité de SMICO est restée globalement solide, malgré une baisse de 20% de produit net bancaire. Cette évolution s'explique principalement par un recul des revenus issus de la clientèle, partiellement compensé par une progression des autres produits financiers. Dans le même temps, SMICO a renforcé sa discipline de gestion en maîtrisant mieux ses charges, notamment les frais généraux et de personnel, ce qui traduit une amélioration de son efficacité opérationnelle.

Toutefois, cette performance a été fortement impactée par la dégradation du portefeuille de crédit dans l'Est du pays, notamment à Goma, Bukavu et Uvira. Dans ce contexte marqué par des difficultés économiques et sécuritaires, l'institution a enregistré une hausse importante des provisions pour couvrir les risques de non-remboursement. Bien que des efforts de recouvrement aient permis certaines reprises de provisions, celles-ci n'ont pas suffi à compenser l'ampleur des pertes constatées.

Malgré un résultat brut d'exploitation solide de 8,9 milliards de CDF, SMICO enregistre un résultat net déficitaire de 6,5 milliards de CDF sur l'exercice. Cette situation résulte d'un choix volontaire de gestion prudentielle face à la situation de l'Est. SMICO a constitué, en plus des provisions réglementaires, une grosse provision générale exceptionnelle sur les créances et des encaisses de manière à anticiper les risques futurs liés à la crise à l'Est, et a également intégré l'impact du taux de change dans les résultats de l'exercice 2025. Cette approche responsable et transparente vise à assainir durablement la situation financière et à créer les conditions d'un retour à la rentabilité dès 2026, en cohérence avec les principes de bonne gouvernance portés par SMICO.

2.3. Ratios prudentiels et Indicateurs de performances

Les indicateurs de performances de SMICO se présente comme suit :

Ratios prudentiels	Valeur période concernée	Valeur trimestre précédent (N-1)	Valeur trimestre précédent (N-2)	Valeur trimestre précédent (N-3)	Normes
Ratio de solvabilité	11,90%	15,72%	13,85%	15,16%	≥ 10%
Liquidité immédiate	37,71%	37,74%	33,63%	44,93%	≥ 20%
Couverture emplois à moyen et long terme par les ressources stables	84,76%	89,11%	75,93%	73,62%	≥ 100%
Couvertures des immobilisations	3,94%	21,35%	27,12%	23,17%	≤ 50%
Indicateurs de performance	Valeur période concernée	Valeur trimestre précédent (N-1)	Valeur trimestre précédent (N-2)	Valeur trimestre précédent (N-3)	Normes
PAR30	10,43%	10,74%	13,65%	3,69%	< 5%
Ratio d'abandon des créances	8,24%	0,45%	0,00%	1,11%	< 2%
Taux de capitalisation	11,1%	13,59%	13,85%	15,16%	> 15%
Taux d'encours de crédit	75,13%	77,59%	76,95%	64,64%	> 70%
Taux des immobilisations	3,94%	3,29%	3,89%	3,62%	< 10%
Taux d'encaisses oisives	18,33%	19,04%	18,45%	27,42%	< 20%
Autosuffisance opérationnelle	89,65%	128,16%	94,05%	128,99%	> 119,2%
Rendement sur actif	-6,69%	4,51%	-1,00%	6,79%	> 3%
Rentabilité des fonds propres	-64,56%	31,54%	-7,70%	48,03%	> 15%
Rendement du portefeuille	50,39%	22,53%	14,82%	37,42%	> 15%
Coefficient d'exploitation	67,93%	63,60%	63,31%	64,97%	< 60%
Efficacité opérationnelle	40,51%	19,58%	10,01%	26,00%	Entre 13% et 21%

Certains indicateurs de performance de la société n'ont pas atteint la norme attendue à la clôture de l'exercice comptable 2025, à cause de l'impact très négatif qu'a subi la société à la suite de la situation sécuritaire qu'elle a traversée en 2025 ayant occasionné la fermeture de 3 agences majeures.



Deloitte Services SARL
Commissariat aux comptes, Audit, Consulting,
Expertise comptable, Juridique, Fiscal.
Bureau de Kinshasa : Avenue Tombalbaye n°4238
Kinshasa/Gombe ; Tel : +243 85 999 80 80
Bureau de Lubumbashi : Avenue Kilela Balanda N°1134
Lubumbashi ; Tel : +243 84 84 39 360
www.deloitte.com

SMICO, S.A.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux actionnaires de la société SMICO, S.A.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2025, sur :

- L'audit des états financiers annuels de la société SMICO, S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport qui se caractérisent par les chiffres clés suivants exprimés en milliers de francs congolais (CDF) :

	2025	2024
• Total bilan :	93 121 936	154 189 089
• Capitaux propres y compris le résultat de l'exercice :	9 642 589	18 023 902
• Résultat net Bénéfice / (Perte) :	(6 084 832)	6 014 561
• Produit net financier :	22 949 126	29 125 030

- Les vérifications spécifiques prévues par la loi et les autres informations.

Les états financiers de votre société ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 07 avril 2026 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise militaro-politique dans l'est de la République Démocratique du Congo.

I. AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la société SMICO, S.A., comprenant le bilan au 31 Décembre 2025, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, le tableau de variation des capitaux propres ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans les notes aux états financiers.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables applicables aux institutions de microfinance (Plan Comptable des Coopératives

Deloitte Services SARL au Capital 4 600 000 CDF - CD/KIN/RCCM/14-B-3872
Id. Nat. : 01-A5300-N86997B - Num. Impôt : A146400S - Siège social : Immeuble "Le Prestige" 3^{ème} Etage,
4239 Avenue Tombalbaye, Kinshasa/Gombe - B.P.2001 Kinshasa 1
République Démocratique du Congo.

Une entité du réseau Deloitte



d'Epargne et de Crédit et des Institutions de Microfinance, PCCL) en vigueur en République Démocratique du Congo.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (« ISA »), conformément aux prescriptions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA précité, et des règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Nous attirons l'attention sur les points ci-après :

Observation 1 – Mesures prises à la suite de l'absence de comptage physique des encaisses à la clôture

La Note 5.1 des états financiers, qui décrit que les mesures mises en place par la société au regard de l'absence de comptage physique des encaisses à la clôture auprès des agences de Goma, Bukavu et Uvira

Observation 2 – Crise politico - militaire dans l'Est de la RDC

La Note 9 des états financiers, qui décrit l'analyse de la crise politico- militaire à l'Est de la RDC et son impact sur la continuité de l'exploitation de la société.

Observation 3 – Affectation du résultat net

La Note 10 des états financiers, qui décrit la différence entre le résultat net figurant au Bilan et celui figurant dans le compte de résultat.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Responsabilités de la direction et du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels.

Les états financiers annuels ont été établis par la direction et arrêtés par le Conseil d'Administration.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables applicables aux établissements de crédit en République Démocratique du Congo, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation des états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Deloitte.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir des fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport du commissaire aux comptes.

II. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES PRÉVUES PAR LA LOI

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

2.1 Vérification des autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion et des documents adressés aux actionnaires sur la situation financière.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels, et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Deloitte.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

2.2 Vérification du registre des titres nominatifs

En application de l'article 746-2 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE révisé, nous avons également procédé au contrôle des registres des titres nominatifs tenus par la société.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur l'existence et la bonne tenue de ces registres.

2.3 Autres vérifications spécifiques

Nos diligences ont aussi porté sur le contrôle des différents ratios et indicateurs de performance conformément aux instructions n° 002 et 004 de la Banque Centrale du Congo relatives respectivement aux normes prudentielles et aux indicateurs de performance des coopératives d'Epargne et de Crédit ainsi que des institutions de microfinance.

A la date du présent rapport, conformément aux dispositions des instructions citées ci-dessus, il ressort que la société n'a pas respecté les indicateurs présentés dans le tableau ci-dessous :

Libellé de l'Indicateur de Performance	Normes BCC	Décembre 2025
Portefeuille à risque > 30 jours	<5%	10,4%
Ratio d'abandon de créances	2%	7,8%
Efficacité opérationnelle	entre 13 et 21%	32,7%
Nombre d'emprunteurs par agent de crédit	> 130	102,3
Rentabilité de fonds propres	>15%	-10,5%
Rendement sur actif	>3%)	-1,4%
Autosuffisance opérationnelle	>119,2%	97,9%

Kinshasa, le 08 avril 2026

Le Commissaire aux Comptes
Deloitte Services SARL

Prof. Bob David NZOIMBENGHE L.
Associé
Expert-Comptable

17 ans
grâce à vous

Partenaire Fiable en Microfinance